

RGI v2 : le retour de la guerre de religion

Microsoft – Open Source

Microsoft contre les tenants de l'Open Source dans l'administration, saison 2 ? En tout cas, le [communiqué](#) publié en fin de semaine dernière par l'Afdel, l'Association française des éditeurs de logiciels née en 2005 d'une scission avec le Syntec Numérique précisément sur la question du logiciel libre, a de quoi rappeler des souvenirs à tous ceux qui ont connu les batailles que se sont livrées Microsoft et les tenants de l'Open Source au sein de l'administration.

Pour rappel, l'opposition s'est cristallisée sur un obscur document, le RGI (Référentiel Général d'Interopérabilité), texte censé guider les choix technologiques des administrations qui faisait **l'impasse sur le format ouvert de Microsoft Office, OpenXML**. Après une bataille de près de 4 ans, marquée par de nombreux rebondissements, le premier éditeur mondial était parvenu à inclure OpenXML, entretemps reconnu par l'ISO, dans la liste des formats bureautiques référencés par le RGI, aux côtés du ODF (open document format) de OpenOffice.

« Une démarche dogmatique »

Sauf que la Disic, la DSI de l'Etat créée par décret en 2011, a décidé de relancer le chantier du RGI, pour créer une seconde mouture. Or, comme [nous le signalions dès le 15 avril dernier](#), ce RGI v2, pour l'instant publiée dans une préversion ouverte à commentaires, ne référence, une fois encore, que ODF (aux côtés des formats TXT et PDF). Exit donc OpenXML. D'où le communiqué furibard de l'Afdel, qui estime que le référentiel « *visait purement et simplement à exclure un format pourtant interopérable et utilisé au quotidien par de nombreuses administrations, collectivités territoriales et citoyens* » au profit de son concurrent « *également ISO mais peu employé par le marché* ».

Interrogé par la rédaction, **Loïc Rivière, le délégué général de l'Afdel**, dont Microsoft est un des membres fondateurs, met en cause l'initiative elle-même, autrement dit le fait de voir le dossier RGI ressortir des cartons. « *Le sujet des formats bureautiques a été tranché en 2009, à l'issue d'une guerre ouverte entre les partisans d'un format unique et ceux qui défendaient des formats interopérables et ouverts. Cette nouvelle consultation, d'après les échos que nous avons eu, ne vise qu'à exclure le logiciel propriétaire de l'administration.* » Et d'ajouter : « *Il s'agit d'une démarche dogmatique, et non d'une analyse raisonnée basée sur les besoins des utilisateurs, l'analyse des coûts et les performances des solutions évaluées.* »

L'association indique qu'elle entend désormais sensibiliser le gouvernement à la problématique. « *Même s'il est navrant d'avoir à ressortir les mêmes dossiers tous les 5 ans* », soupire Loïc Rivière. Au-delà du cas OpenXML, c'est la démarche globale de la Disic qui inquiète l'Afdel. Jacques Marzin, le directeur de ce service rattaché au Secrétariat général pour la modernisation de l'action publique (SGMAP), ne fait pas mystère de sa volonté d'étendre les usages du logiciel libre au sein de l'administration (lire [la tribune qu'il a publiée sur Silicon.fr](#)). Pour la Disic, le logiciel libre fait partie des **leviers à sa disposition pour réduire les coûts de l'informatique** dans les ministères. Rappelons que le Premier ministre, Manuel Valls, a fixé pour objectif de réduire le budget IT de l'Etat de 500 à 800 millions d'euros en 3 à 5 ans.

Le silence de Microsoft

Pour Loïc Rivière, cette stratégie 'pro-libre' est dangereuse « tant pour l'innovation que pour le niveau technologique de l'administration ; elle passe en effet par la transformation de l'administration en lieu d'élaboration de solutions technologiques. Cela nous paraît délirant. Par ailleurs, le déploiement des suites bureautiques libres s'appuierait également sur l'écosystème des sociétés de services gravitant dans le logiciel libre. Nous n'avons rien contre ce modèle, mais encore faut-il que la compétition avec les éditeurs de logiciels se fasse sur des bases équitables. »

Contrairement au milieu des années 2000, Microsoft n'a pas réagi officiellement à ce RGI v2. Sollicité à plusieurs reprises par *Silicon.fr*, **l'éditeur est resté muet sur ce sujet**. Un silence assez logique. D'abord, Microsoft, s'il a remporté la première bataille du RGI en 2009, n'en pas moins vu son image écornée par cet épisode, ses manœuvres ayant été exposés au grand jour. Ensuite, le premier éditeur mondial est actuellement en discussion avec la Disic sur un appel d'offres visant à construire une solution de messagerie commune au sein de l'Etat... face à des solutions Open Source précisément. Une discussion où la société ne conserve qu'un maigre espoir, la Disic lui ayant déjà demandé de revoir ses prix à la baisse, mais un maigre espoir que Microsoft n'entend probablement pas annihiler tout de suite.

Toutefois, il y a fort à parier que le premier éditeur mondial n'entend pas laisser filer ce dossier. Car si le service pilotant le RGI première version – la DGME – ne possédait que peu de pouvoirs, la Disic, qui préside aux destinées du RGI v2, est sortie renforcée des derniers arbitrages. La direction a vu [ses prérogatives étendues au cours de l'été 2014](#), les infrastructures informatiques, les réseaux de communication ainsi que les applications partagées étant placés sous son pilotage. La Disic joue également un [rôle d'arbitre dans les projets](#) des administrations d'Etat dépassant les 9 millions d'euros. Son rôle central a encore été [confirmé par une circulaire de Manuel Valls](#) en janvier dernier. Entre ses mains, le RGI v2 risque donc de peser plus lourd dans les décisions d'investissement que ne l'a fait la première mouture, restée peu ou prou lettre morte.

Précisions (mise à jour à 17h45)

Selon nos informations, Microsoft a bien répondu, et en détails, à l'appel à commentaires sur le RGI 2 ouvert par la Disic.

A lire aussi :

[RGI v2 : après les polémiques, un outil enfin utile ?](#)

[Cloud de l'Etat : une solution hybride public / privé \(tribune\)](#)

[Open Source dans l'administration : au tour des bases de données et du Cloud \(tribune\)](#)